
HYDERABAD – Espace de la région LAC
Samedi 5 novembre 2016 – 15h15 à 16h45 IST
ICANN57 | Hyderabad, Inde

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : [parle dans une langue étrangère]

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Nous étions censés avoir des interprètes. Ils ne vont probablement pas tarder. Nous pouvons continuer en anglais.

AGUSTINA CALLEGARI : Bien, je recommence en anglais. Je m'appelle Agustina Callegari, je viens d'Argentine. Nous allons vous parler de l'initiative « Governance Premier ». Il s'agit d'une formation sur la gouvernance de l'Internet proposée aux jeunes en Amérique latine. Cette formation est une idée de Mark – je ne sais pas comment prononcer son nom – [inaudible], qui faisait partie du programme NextGen de la 53^e réunion de l'ICANN, qui a eu lieu l'année dernière il me semble, à moins que ce ne soit cette année. Au début de l'année, cette formation a été suivie par 50 jeunes au Brésil, à l'université de São Paulo.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

Nous avons ensuite décidé de reproduire cette initiative dans d'autres pays de la région, comme l'Argentine et l'Uruguay, il y a de ça deux semaines. Lucas me dit qu'il y en a eu une autre [inaudible]. Il y a deux semaines, nous avons proposé cette formation à l'université Torcuato Di Tella à Buenos Aires. Nous avons eu 50 participants venus de divers horizons, dont beaucoup de jeunes. Il s'agissait d'une formation sur une journée, qui incluait plusieurs modules sur différentes thématiques comme la gouvernance de l'Internet pour les [débutants], le fonctionnement d'Internet, les aspects sociaux et juridiques d'Internet, ou encore les perspectives et les initiatives nationales pour la population locale.

Je crois que j'oublie quelque chose.

[MARTIN] :

Juste pour finir et résumer, cette formation est préparée par un comité multipartite, on peut dire ça comme ça, composé de jeunes. Nous avons tous moins de 30 ans. Nous faisons partie de la communauté de l'ICANN en tant que boursiers ou membres du programme NextGen, et nous nous servons de ce réseau pour organiser ces événements dans la région. Nous avons déjà fait le Brésil, Buenos Aires, l'Uruguay, et nous [envisageons] déjà de faire le Mexique, la Colombie, le Venezuela, le Paraguay et le Chili. Cette formation est destinée aux débutants. Elle peut être

suivie aussi bien par un ingénieur qu'un jeune qui vient de terminer le lycée. Ce projet est encore dans une version pilote. Nous en sommes encore à mettre au point la version finale de ce que nous voulons faire et comment nous voulons le faire. Mais l'idée, c'est d'avoir une formation multipartite préparée et proposée par des jeunes, qui vise à introduire la gouvernance de l'Internet dans la vie quotidienne des étudiants.

AGUSTINA CALLEGARI : Merci.

RODRIGO DE LA PARRA : Merci à vous [Martin] et Agustina pour cette présentation, et bravo pour cette initiative qui se passe vraiment bien. C'est très, très prometteur. Déjà trois éditions, toutes mes félicitations ! Poursuivez sur cette lancée.

Nous attendons encore Ram pour pouvoir avancer sur l'ordre du jour. Dustin, je ne sais pas si vous êtes déjà là. Nous avons un invité spécial, Dustin. Il va nous parler d'un projet que vous connaissez peut-être tous. Il s'agit du fameux wiki de l'ICANN, mais vous constaterez qu'il existe maintenant en espagnol, ce qui est une très bonne chose. Excellent projet. Merci pour votre travail. Je vous laisse la parole.

DUSTIN PHILLIPS :

Merci. Je m'appelle Dustin Phillips, et voici ma collègue Jackie Treiber. Vous avez sans doute vu les caricatures comme celles-ci, ce qui me rappelle que je dois donner la sienne à Rodrigo. Et bien c'est nous qui faisons ça. Nous dessinons les cartes à jouer. Nous avons des ressources pour les nouveaux venus et pour les personnes déjà impliquées dans l'ICANN.

Nous travaillons avec Dominios Latinoamerica et la SSIG pour traduire ces contenus en espagnol. Comme vous pouvez le voir, nous avons 26 articles et tous sont des traductions directes de l'anglais. Nous voulions simplement venir ici et vous faire savoir que ces pages existent en espagnol et que nous poursuivons notre travail de traduction. Nous serions heureux de vous aider de quelque manière que ce soit si vous souhaitez contribuer à ce projet. Nous n'avons pas besoin de tout traduire directement. Nous voulons aussi élaborer des contenus locaux donc s'il y a quelque chose dans votre région dont vous souhaitez parler, n'hésitez pas à rédiger votre propre article.

Nous espérons juste susciter un certain enthousiasme au sein de la communauté pour nous aider à faire en sorte que la version espagnole du wiki soit aussi bien que la version anglaise.

Jackie, tu veux ajouter quelque chose ?

JACKIE TREIBER : Avec joie. Je voulais préciser que nous serons au Forum sur la gouvernance de l'Internet à Guadalajara et nous organiserons un marathon d'écriture où il sera possible d'élaborer des contenus originaux en espagnol. Donc si l'un de vous va au Forum, nous serions ravis de vous y voir. C'est une initiative vraiment stimulante selon moi, et c'est génial d'avoir des ressources sur la gouvernance de l'Internet en espagnol. Merci.

INTERVENANTE NON IDENTIFIÉE : Est-ce que vous acceptez les articles en portugais ?

DUSTIN PHILLIPS : Pas sur le site espagnol. Mais nous serions ravis de travailler avec la communauté lusophone pour lancer un site en portugais. Ce serait super.

INTERVENANTE NON IDENTIFIÉE : OK. Merci.

VANDA SCARTEZINI : Nous sommes heureux d'accueillir Ram Mohan. Il me semble que la plupart des gens le connaissent bien en tant que membre du Conseil d'administration. Il va nous donner un aperçu de ce qu'il se passe en Inde, pas en ce qui concerne la vie de tous les jours mais au sujet du marché des [filiales]. C'est important qu'il

nous dise ce qu'il pense du marché et de nos perspectives en Inde. Merci.

RAM MOHAN :

Merci beaucoup et merci de m'accueillir. Si vous tapez dans Google « Inde et DNS », vous trouverez beaucoup d'articles et de statistiques sur l'Inde. Je ne vais entrer dans le détail. L'Inde, comme vous le savez, représente des nombres très élevés. Ce matin, je parlais avec des gens du ministère qui m'ont expliqué que chaque jour en Inde, Internet gagne 70 000 nouveaux utilisateurs. Chaque jour de chaque année.

C'est considérable. Je discute nombres avec ces personnes et elles me disent : « En l'espace de deux ou trois mois, il y a assez de gens en Inde qui accèdent à Internet pour dépasser le nombre total d'habitants de certains pays. » C'est comme ça.

Ma langue, le tamoul, est minoritaire en Inde. C'est l'une des plus minoritaires avec seulement 80 millions de locuteurs environ. Mais si vous regardez le DNS et le marché du DNS en Inde, on peut constater trois aspects distincts.

Pour commencer, penchons-nous sur le marché des noms de domaine en Inde. Il est encore largement dominé par le .com. C'est une valeur sûre en Inde. Mais depuis 2005, le gouvernement a commencé à investir dans .in et adopté des

politiques en la matière, ce qui a permis à .in de se développer. En 2005, il représentait 6 000 noms de domaine. Aujourd'hui, il en comprend 2,2 millions.

Par ailleurs, l'Inde a décidé de créer un modèle séparant les registres et les bureaux d'enregistrement, ce qui signifie qu'il existe une soixantaine de bureaux d'enregistrement locaux installés en Inde. Ces bureaux d'enregistrement commencent à [comprendre la situation] et bon nombre de politiques sont élaborées d'une certaine manière sur le modèle des politiques relatives aux gTLD. D'un point de vue purement technologique et technique, pour beaucoup de bureaux d'enregistrement, s'ils sont habilités à gérer .in, ils sont capables de gérer .org et d'autres gTLD. Leurs capacités sont automatiquement renforcées.

Des centaines d'emploi ont ainsi pu être créés. Le marché des noms de domaine en .in est maintenant très vivant.

Si l'on met le marché de côté et qu'on regarde les choses en tant qu'utilisateurs, on constate que .in est un domaine de premier niveau solide et très répandu en Inde. Ce n'était pas le cas avant. Mais il est maintenant très utilisé en Inde. Vous avez probablement remarqué des panneaux en arrivant à l'aéroport ou sur le trajet, sur lesquels figurent des adresses en .in. Ce n'était pas le cas il y a 10 ans. En réalité, lorsque je suis allé en

Inde en 2004 pour essayer de convaincre le gouvernement de la nécessité de libéraliser ce marché, je leur ai notamment montré des photos d'affiches gouvernementales indiquant des adresses électroniques Hotmail, Yahoo et Gmail.

Nous avons donc une partie du marché des noms de domaine qui est vivante et en plein essor, et qui comprend un premier marché des noms de domaine, avec les bureaux d'enregistrement, et un marché de revente des noms de domaine.

Mais en ce qui concerne le réseau, les choses sont différentes. Il y a quelques années en Inde, il y avait une bonne marge de croissance en termes de capacités des centres de traitement de données et de bande passante, mais au bout d'un certain temps, il y a eu une sorte de légère saturation et l'activité sur le marché a ralenti. Certains gros centres de traitement de données se sont retrouvés en difficulté financière.

Mais d'une manière plus générale, si l'on regarde la situation de l'Inde, on se rend compte qu'elle s'intéresse davantage aux centres de traitement de données conventionnels. Je pense que les perspectives en Inde sont fortement liées aux technologies en nuage. Les principaux acteurs qui sont très présents ailleurs dans le monde ne sont pas encore bien installés en Inde. Donc s'il y a de bonnes technologies et de bons spécialistes des

technologies dans la région Amérique latine, je pense qu'il y a une ouverture.

En ce qui concerne les langues, on parle portugais en Inde, ainsi qu'espagnol. Pour ceux d'entre vous qui restent quelques jours, allez à Goa. Vous verrez que tout est écrit en portugais, entre autres. On y parle français. Lorsque vous entendez dire que l'Inde utilise plusieurs langues, il ne s'agit pas uniquement des langues indiennes. C'est un vestige de son passé colonial et beaucoup de communautés différentes cohabitent dans ce pays.

Mais selon moi, cela signifie qu'il y a un point commun avec l'Amérique latine, que ce soit du point de vue culturel ou linguistique. Si vous observez les investissements réalisés dans la région Amérique latine ou dans certains endroits en Inde – comme Goa, les îles Nicobar, Pondichéry ou d'autres endroits du même genre – vous vous rendrez compte qu'il existe des domaines d'investissement spécifiques – lancés par les gouvernements pour attirer de nouveaux investisseurs – et les langues utilisées ne sont pas seulement indiennes, et les Indiens ne sont pas la seule cible.

Une dernière chose que vous devriez savoir, si vous comparez la croissance de l'IPv4 et celle de l'IPv6 pour savoir lequel se développe le mieux en Inde, vous verrez que comme dans bien

d'autres régions du monde, l'IPv4 est bien plus présent que l'IPv6. Mais il existe un projet qui, à mon sens, représente une énorme perspective et qui fait l'objet d'investissements énormes. C'est celui des villes et des villages intelligents. Je vous explique rapidement de quoi il s'agit.

L'Inde compte plus de 200 000 petits villages et le gouvernement investit des sommes considérables non seulement pour que ces villages disposent du réseau, mais aussi pour qu'ils aient une existence numérique. Pour atteindre cet objectif, les gouvernements ont besoin d'une assistance technique et d'investisseurs afin de développer les capacités dans ces zones. Les villes et villages intelligents sont une initiative majeure et si vous cherchez un projet auquel contribuer, celui-ci me semble tout indiqué.

En réalité, il y a quelques jours, j'ai participé au hackathon tout près d'ici et je peux vous dire que ce n'était pas mon premier. Mais pour celui-ci, 800 personnes ont envoyé leur candidature. Au total, 70 équipes ont postulé. Les organisateurs ont dû limiter le nombre de participants. Ils sont arrivés à 25 équipes et au final, 12 ont été retenues.

Encore des chiffres. Ce sont des nombres énormes, de même que les investissements réalisés. Si vous vous penchez sur l'Internet des objets et le lien avec les réseaux maillés de l'IOT et

la connectivité numérique réelle, vous verrez que les gouvernements d'État et le gouvernement fédéral sont très intéressés par ce domaine, dans lequel ils investissent massivement. Quand je parle d'investissement, prenons le gouvernement de l'État dans lequel nous nous trouvons. Celui-ci investit dans l'IOT et dans un réseau de villes intelligentes à hauteur de plus d'un milliard de dollars. Les perspectives sont nombreuses. T-HUB, un incubateur d'entreprises situé pas très loin d'ici, invite les entrepreneurs à venir et à élaborer des systèmes sur place. Ils disposent d'un très bon environnement pour cela.

Là encore, les investissements réalisés sont énormes. T-HUB recherche également des partenaires. Je pense que tout cela, c'est la prochaine génération.

Si vous regardez le pays en lui-même, je pense que vous noterez une combinaison de deux éléments. Premièrement, c'est un pays qui a complètement zappé la génération câblée. Il est passé directement d'une population sans Internet à une population ayant des smartphones. Ici en Inde, un smartphone coûte environ 40 dollars. Donc du jour au lendemain, alors que vous n'aviez pas Internet, vous pouvez acquérir un smartphone très simplement. Cela facilite les choses pour une génération de petites entreprises qui ignorent tout des choses conventionnelles que nous savons à propos d'Internet. Pour ces

personnes, Internet est plus un monde dominé par WhatsApp, par Viber, par les réseaux sociaux et les commerces liés aux réseaux sociaux. C'est une génération numérique mobile, qui n'est pas passée par l'étape numérique fixe.

Le prochain demi-milliard d'internautes viendra d'ici, de ce pays uniquement. Et presque tous vont adopter Internet, se familiariser avec Internet, faire du commerce sur Internet, etc. directement sur leur mobile. Donc tout ce qui est solutions mobiles, y compris en matière de paiements, connaît un énorme succès ici en Inde.

VANDA SCARTEZINI :

Merci Ram. Laissez-moi réagir rapidement. Ces dernières années, nous avons pu constater que les entreprises locales étaient en pleine croissance. Il existe beaucoup d'organisations, du moins au Brésil, qui sont plutôt ouvertes à l'idée de conclure des accords. Par exemple, au Brésil, beaucoup d'entreprises utilisent des infrastructures installées en Inde, malgré le décalage horaire. Mais d'après ce que je sais des experts techniques en Inde, c'est qu'ils ne sont pas à cheval sur le fait de travailler la journée, ils sont prêts à travailler à n'importe quelle heure qui arrange le client.

RAM MOHAN : Oui, je pense que c'est vrai que les Indiens sont prêts à travailler et à manger n'importe quand.

K. S. RAJU : Quelques mots de la conférence [inaudible] LAC. Je m'appelle K.S. Raju, [inaudible] NETmundial. J'étais sur [inaudible] le modèle multipartite et la connectivité dans les villages de campagne et la connectivité [inaudible] durable. [inaudible] l'une des personnes à l'origine des [villes et villages] intelligents en Inde. Aujourd'hui, au lieu de [inaudible] sur les villages, [on s'intéresse] aux villes high tech en partant de zéro. Nous [en sommes] là. Six millions de personnes sont désormais connectées en haut débit et sans fil.

Ce que nous cherchons à faire dans chaque district et dans chaque ville, c'est créer des communautés. Une communauté, c'est [inaudible]. Nous avons un plan pour certaines zones. Nous avons une communauté espagnole, une communauté portugaise, etc. Et pour tous les entrepreneurs, l'Internet est [inaudible]. L'Internet est mondial. Il devrait être local [inaudible]. Et [inaudible] peut être connecté. De même que les [inaudible] d'Amérique latine et d'Inde. La situation est similaire. Nous avons une histoire [inaudible]. En Amérique latine, ils ont une histoire. Et en Inde, [nous avons] une histoire.

Les cultures peuvent être rassemblées et devenir des acteurs [économiques] mondiaux. L'avenir repose sur l'agriculture, les petites exploitations. Si vous faites le lien entre l'environnement, la population et l'économie, le monde prospérera. Ce secteur représente 4,5 milliers de milliards.

Les personnes concernées sont de classe moyenne. Si l'on [tire parti] des gens, des villages et de la classe moyenne, si on leur dit quoi faire, ils le feront et généreront des revenus. Ce que l'on peut faire en Amérique latine, l'Inde peut aussi le faire. Merci beaucoup.

VANDA SCARTEZINI : Merci. Tony ?

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Je suis tout à fait d'accord avec ce qu'a dit Ram sur l'IOT. C'est l'avenir. En Argentine, la CABASE a déjà inauguré un centre de coordination et un marché pour l'IOT. Nous organisons des tournées et nous ajoutons des infrastructures compatibles avec l'OIT à nos points d'échange Internet. Je pense que c'est vers quoi nous devons nous diriger et je suis entièrement d'accord avec Ram.

RODRIGO DE LA PARRA : Je peux prendre une question de plus avant que nous commençons. Il y a beaucoup de similitudes entre les cultures et il existe des points communs pour faire des choses ensemble. Une dernière question d'Andres, et nous commencerons.

ANDRES PIAZZA: Excusez-moi, les interprètes sont toujours là ?

RODRIGO DE LA PARRA : Oui, nous avons des interprètes maintenant. Donc si vous voulez, vous pouvez mettre votre casque. Parlez en espagnol ou en anglais, c'est comme vous le sentez.

ANDRES PIAZZA: OK. Je voulais juste demander à Ram quel était le taux de croissance des ccTLD, et quels étaient les moteurs de croissance en Inde, à part le nombre en hausse d'internautes dans ce pays. J'imagine qu'il y a d'autres facteurs, donc si vous pouviez nous en dire plus. Merci beaucoup.

RAM MOHAN : Merci. C'est une excellente question. Je pense que le facteur essentiel a été la libéralisation des politiques et la non implication du gouvernement dans le marché. Le gouvernement a indiqué que .in était disponible pour tous. Avant la

libéralisation du marché, le coût d'un nom de domaine en .in était beaucoup plus élevé. Ça valait 1 500 roupies. Le gouvernement a fait chuter ce prix à 350 roupies, soit quatre fois moins cher, ce qui est bien plus abordable. C'est une première chose.

Deuxièmement, je pense que le gouvernement a fait du très bon travail pour parvenir à des politiques stables. Il existe un mécanisme de règlement des litiges, ainsi qu'un système de protection des marques déposées qui intègre les exigences locales. Du coup, les entreprises locales n'ont pas à saisir l'INTA pour régler un litige. Elles n'ont pas besoin de faire enregistrer leur marque déposée en Europe ou aux États-Unis. Si elles mènent leurs activités en Inde, elles peuvent le faire valoir.

Autre chose, il y a environ trois ans, le gouvernement a décidé de lancer une campagne publicitaire sur les chaînes télévisées et les réseaux sociaux. Vous devriez chercher ça sur Google. La campagne comprend des vidéos YouTube qui sont excellentes. Ce que le gouvernement a fait, c'est montrer des petits entrepreneurs. Par exemple, il a pris une professeure de danse, l'une de ces danses indiennes que vous avez pu voir ce matin. Elle donnait des cours par Skype et quand davantage de gens ont demandé à suivre ces cours, elle a créé un site web en .in. La campagne disait : « Voici une histoire vraie. Une femme entrepreneur, qui travaille dans le secteur artistique et qui a pu

se développer en créant un site internet. Qu'est-ce qu'elle a choisi ? Elle a choisi .in. » Ça touche à l'affectif et ça attire. Je pense que c'était une campagne très efficace.

RODRIGO DE LA PARRA : Merci beaucoup Ram. Je crois que nous en avons beaucoup appris sur le secteur du DNS et certaines tendances en Inde. Malheureusement, nous devons suivre notre ordre du jour. Nous avons déjà cinq minutes de retard. Mais tout d'abord, je remercie Ram d'être venu partager ses connaissances. Saluons-le !

VANDA SCARTEZINI : Pour la suite, nous allons vous faire une présentation très intéressante.

RODRIGO DE LA PARRA : Oui, donc si vous voulez bien vous lever et prendre un casque, je vais tâcher de m'exprimer en espagnol. C'est quelque chose qu'on peut faire.

Nous sommes très heureux d'être ici à cette réunion car nous allons présenter deux projets qui font partie de notre stratégie. Leur mise en œuvre se passe plutôt bien grâce à l'engagement

de nos amis dans notre environnement multipartite. Ces projets sont maintenant concrets.

Je voulais juste vous dire que nous sommes très heureux de vous présenter deux des principaux projets de notre stratégie régionale et nous espérons pouvoir vous donner des informations utiles à ce sujet.

Mark représente le consortium qui a réalisé une étude de qualité et saisi la réalisation du secteur du DNS dans notre région. Donc merci d'être parmi nous, je vous laisse la parole.

MARK :

Tout le plaisir est pour nous. Notre objectif, c'est de vous faire une présentation pendant 20 minutes. Après ça, pendant 20 minutes, nous vous laisserons la parole si vous avez des questions, pour qu'on puisse discuter ensemble.

Je vais vous parler rapidement du groupe qui a réalisé ce travail l'année dernière.

Est-ce que je pourrais avoir la diapo suivante ?

Nous allons parler d'un rapport dont la version préliminaire a été rendue publique par l'ICANN, et qui vient de faire l'objet d'une période de consultation publique. Nous avons reçu des commentaires très intéressants. Nous avons également fait une

présentation en République dominicaine, où nous avons eu beaucoup de très bons retours. Pour le moment, nous prenons les retours sur le rapport et nous les intégrons dans la version préliminaire finale que nous enverrons à Rodrigo, qui pourra la diffuser juste après.

Je vais juste prendre une minute pour vous présenter les partenaires qui ont travaillé sur ce projet. Notre consortium comprend quatre organisations principales. Il y a Oxford Information Labs, groupe qui s'est chargé d'analyser des quantités de données sur le DNS. En gros, il a pris les données WHOIS, les fichiers de zone, il a pris des sources énormes de données, et il les a réduites à l'essentiel pour déterminer les tendances actuelles et la réalité de la région Amérique latine et Caraïbes.

La participation de la LACTLD a été essentielle. [inaudible] ici mais Carolina Aguirre a aussi pris part à notre travail. Entre autres choses, la LACTLD a réalisé des sondages pour interroger directement les gens sur le terrain dans la région. Les opérateurs de registres, de bureaux d'enregistrement, les FAI et les grosses entreprises ont tous été interrogés directement. EURid, le registre européen chargé de .eu, nous a également fait profiter de son expertise sur les registres. Il s'est occupé d'une partie de l'enquête auprès des bureaux d'enregistrement et a cherché à

connaître la situation des revendeurs et des bureaux d'enregistrement mondiaux.

Enfin, notre organisation a sa propre expertise en ce qui concerne le DNS technique. Nous avons réalisé le travail de fond dont Stacie vous parlera, ainsi que le travail technique détaillé, en nous penchant notamment sur ce que ça implique d'avoir des serveurs de messagerie dans la région, d'avoir des adresses IPv6 et des DNSSEC, etc.

Est-ce que je pourrais avoir la diapo suivante ? Merci.

Autre chose que nous avons fait, et que l'on voit dans le rapport que Rodrigo a mis en ligne, c'est exposer notre méthodologie, la façon dont nous avons mené notre travail. C'est très important mais comme nous sommes ensemble que pour peu de temps, et pour être sûrs que nous puissions discuter un peu, nous avons laissé la méthodologie de côté et nous n'aborderons pas vraiment la question. Au lieu de ça, nous allons parler de deux choses.

Premièrement, les recherches et le travail de fond que nous avons réalisés et les conclusions auxquelles nous sommes arrivés. Après ça, [Sentra] évoquera rapidement les recommandations qui en découlent.

L'équipe de l'ICANN a été absolument géniale. Elle a fait en sorte que ce travail s'inscrive dans un effort plus général visant à rendre cet environnement plus efficace pour l'ensemble de la région, et je pense que les conclusions du rapport reflètent l'aide formidable que nous avons reçue du personnel de l'ICANN, ainsi que l'énorme soutien de la communauté dans son ensemble.

Mais pour bien comprendre l'intérêt de notre tâche, nous avons pris un peu de recul et observé la situation de l'Internet dans la région en général. Et pour parler de ça, je vous présente Stacie Walsh.

STACIE WALSH :

Bonjour à tous. Merci de nous accueillir. Je m'appelle Stacie Walsh. Est-ce que je pourrais avoir la diapo suivante ?

Je vais commencer par parler de l'environnement de l'Internet dans la région LAC, comme nous avons pu l'observer. Ce qui était vraiment intéressant à ce sujet, c'est que nous avons découvert que le défi principal n'était pas forcément du côté de l'offre, mais plutôt de la demande, et c'est valable aussi bien pour le secteur des noms de domaine que pour l'Internet en général. L'idée c'est que les gens ont besoin de voir l'intérêt du fait d'être connecté et d'avoir un nom de domaine. Ils ont aussi besoin d'avoir les compétences pour intervenir sur ce marché.

Par exemple, le coût de la connectivité dans la région n'est pas prohibitif. En réalité, lorsque nous avons comparé avec la moyenne mondiale, 13 des pays auxquels nous nous sommes intéressés se situaient au même niveau, voire en dessous. Mais ça pourrait être mieux. Ça pourrait encore être un peu moins cher et un peu plus facile de se connecter à Internet.

Nous avons aussi tenu compte de la question des langues et nous avons constaté qu'il existe peu de contenus pertinents au niveau local, ce qui, selon nous, représente un obstacle à l'adoption d'Internet. C'est valable aussi bien pour les contenus sociaux, culturels ou des entreprises. Le secteur public utilise lui aussi assez peu les langues locales sur Internet.

En termes économiques, cette région est très vaste et diversifiée, et nous avons découvert qu'il n'y avait pas forcément de lien fort entre la facilité apparente de faire des affaires dans un pays et les points forts de ce même pays, comme le PIB ou l'économie du savoir. Nous pensons que c'est directement dû aux politiques locales, et qu'un environnement commercial stable facilitant la création d'entreprises, l'innovation et les investissements étrangers ne découle pas juste de politiques numériques, mais aussi de politiques relatives au marché et à la concurrence.

Enfin, en ce qui concerne la connectivité, environ un tiers de la population est connectée à Internet grâce au haut débit mobile. En général, le taux de pénétration du haut débit mobile est deux fois plus élevé que celui du haut débit fixe, ce qui veut dire que les gens se connectent via des appareils mobiles, auquel cas ils sont beaucoup moins en contact avec les noms de domaine. Tout cela nous renvoie à notre hypothèse d'un problème au niveau de la demande, parce que les gens ne voient pas l'intérêt des noms de domaine et n'ont pas les compétences pour s'impliquer là-dedans.

Diapo suivante. Parfait.

Une bonne partie de nos recherches reposait sur une analyse quantitative dans laquelle nous avons trouvé 12,5 millions de noms de domaine, dont huit millions en ccTLD et 4,5 millions en gTLD. Cela représente environ 4 % du nombre total de noms de domaine enregistrés dans le monde. Nous avons découvert que dans la région, les taux de croissance relatifs aux noms de domaine étaient généralement similaires à la moyenne mondiale, qui est de 8 % pour le moment, il me semble.

.com et .xyz sont respectivement le gTLD et le nouveau gTLD les plus populaires dans la région. Nous avons découvert un élément intéressant, à savoir l'utilisation très fréquente de services d'anonymisation et d'enregistrement fiduciaire aux îles

Caïmans et au Panama. Nous imaginons que c'est lié aux paradis fiscaux et aux services qu'ils proposent dans la région. Enfin, seuls 13 % des bureaux d'enregistrement de gTLD sont effectivement installés dans la région.

Diapo suivante, s'il vous plaît. Parfait.

En ce qui concerne l'hébergement, la langue et le type de contenus, environ 10 % des sites web les plus populaires sont hébergés dans la région, mais nous avons constaté que ce chiffre grimpe à 20 % dans des pays où l'écosystème de l'Internet est plus développé, comme en Argentine, au Brésil, au Chili et en Colombie. Par contre, l'anglais est majoritairement utilisé pour les contenus, ce qui ne reflète pas les langues locales. Les Caraïbes hébergent un grand nombre de sites web, mais nous pensons encore que c'est dû aux paradis fiscaux dont nous parlions à l'instant.

En ce qui concerne les raisons de l'utilisation d'Internet et les contenus des sites web, ça varie beaucoup à travers la région. Ça concerne aussi bien le tourisme, les télécommunications, les biens et, évidemment, le secteur public. Mais en se concentrant davantage sur les sous-régions, nous avons vu qu'aux Caraïbes, les contenus ont plutôt trait au tourisme, à la plage et aux loisirs, alors qu'en Amérique centrale et du Sud, ils concernent davantage les entreprises et la vente.

Sur ce, je redonne la parole à Mark, qui va évoquer certaines de nos conclusions.

MARK :

Stacie a dit que nous avons travaillé très, très dur sur l'analyse quantitative. Nous avons réalisé beaucoup d'enquêtes, nous avons interrogé beaucoup de monde mais ce qui nous a demandé le plus de travail, c'est d'étudier les données réelles de la région et de voir ce qu'elles nous disaient sur le secteur des noms de domaine.

Il faut savoir que cette région a participé au programme des nouveaux gTLD de façon active. Par exemple, dans cette région, huit nouveaux gTLD sont des gTLD de marque, 10 autres sont le fruit d'une demande de gTLD, et deux autres noms de domaine sont des noms géographiques. C'est aussi très varié pour les ccTLD. En réalité, c'est l'un des quelques endroits au monde où il y a une variété aussi impressionnante. Vous pouvez voir les chiffres ici.

Dans les Caraïbes, il y a beaucoup de ccTLD, et si vous vous déplacez dans la région, vous verrez qu'il en existe sept en Amérique centrale, une en Amérique du Nord, celui-ci qui est un peu un cas particulier, c'est le Mexique, et puis vous en avez 13 en Amérique du Sud.

Juste en regardant les données, les conclusions sont vraiment intéressantes. Il y a un point sur lequel nous sommes en train d'élaborer une recommandation. Plus de 70 % des registres de TLD de la région dépendent entièrement des frais d'enregistrement des domaines pour pouvoir fonctionner. Je vais ralentir et répéter parce qu'il s'agit d'un point d'une importance capitale. Près de trois quarts des registres de la région, pas juste la moitié, existent uniquement grâce aux frais d'enregistrement des noms de domaine. Ce qui veut dire que s'il y a le moindre problème, leur activité est compromise.

La majorité des ccTLD de la région ont un système d'enregistrement direct. Évidemment, chaque pays et chaque ccTLD est différent, mais cela veut dire qu'il existe là-bas un lien très étroit entre les registres et les bureaux d'enregistrement.

On constate – Stacie l'a évoqué quand elle parlait du contexte – que les ccTLD jouent vraiment un rôle majeur dans cette région. Dans beaucoup de pays là-bas, les parts de marché sont impressionnantes, notamment – comme l'a dit Stacie – là où l'écosystème de l'Internet est très développé, comme c'est le cas en Colombie, au Brésil, en Argentine, au Chili, etc. Le Mexique est un autre exemple. L'une des choses que nous avons découvertes en réalisant nos enquêtes, c'est que seuls six des 18 registres sondés ont un site web dans une autre langue que la langue officielle de leur pays. Cela veut dire que dans les pays où la

population utilise des langues diverses, il n'est pas possible de segmenter les parts de marché.

Cela veut aussi dire que beaucoup de ccTLD sont étroitement liés à leur pays, sans chercher à aller au-delà. Nous avons trouvé ça très intéressant.

Le sondage mené auprès des bureaux d'enregistrement a permis de dresser un tableau très intéressant des ccTLD. On peut en dire deux ou trois choses. Premièrement, le marché des ccTLD est très diversifié en termes de gestion et de mise sur le marché des ccTLD, etc. Sur les 18 bureaux d'enregistrement sondés, 13 proposaient au moins une extension dans la région, et quatre proposaient les 13. Je reformule ce que je viens de dire. Nous avons constaté que les bureaux d'enregistrement instaurent un environnement commercial qui soutient seulement quelques ccTLD, et pas tous ceux de la région. Voilà ce que je voulais dire.

Nous avons aussi constaté que les bureaux d'enregistrement de la région ne sont que très peu tentés par l'idée de mener des activités à l'extérieur de leur pays. Ça n'existe presque pas. Les bureaux d'enregistrement internationaux – je vais prendre l'exemple de GoDaddy – affichent très souvent leurs tarifs en dollars américains, parfois en euros. Ce n'est pas très attractif pour la région LAC. Si j'essaye de m'enregistrer et que je suis situé au Brésil, je n'ai pas vraiment envie de payer en dollars

américains ou en euros. On n'a trouvé qu'un seul bureau d'enregistrement mondial qui accepte une monnaie locale, en l'occurrence des pesos mexicains.

Au cours de nos enquêtes, nous avons découvert que les bureaux d'enregistrement internationaux auxquels nous nous sommes intéressés avaient un avis très favorable quant au potentiel de la région en termes de marché. Nous avons discuté avec des gens – je ne peux pas citer de noms – qui travaillent dans des gros bureaux d'enregistrement internationaux et nous leur avons demandé : « Est-ce que cette région est prête ? Est-ce que cette région représente un marché où les noms de domaine feront une différence ? ». La plupart ont répondu qu'ils avaient le sentiment que les petites et moyennes entreprises commençaient à se faire une place et à utiliser des noms de domaine. Selon eux, il y a de réelles perspectives commerciales dans la région.

Vous pourriez me demander quels sont les éléments de croissance du secteur des noms de domaine dans cette région. Nous en parlons dans le rapport. C'est l'une des choses qu'on nous a demandé d'étudier. Nous avons mené des enquêtes, nous avons interrogé directement des leaders de ce secteur. Et voilà quelques-unes de nos conclusions.

Dans la région LAC, il est vital de sensibiliser les utilisateurs aux noms de domaine. Beaucoup de gens d'une certaine génération ne savent même pas ce que c'est parce qu'ils accèdent à Internet grâce à des appareils portables sur lesquels ils ne tapent probablement jamais un nom de domaine, ou ils se servent des réseaux sociaux tout le temps. Faire comprendre aux utilisateurs la valeur des noms de domaine est absolument indispensable dans cette région.

Nous avons aussi découvert que des bureaux d'enregistrement accrédités par l'ICANN disparaissent – j'utilise sciemment ce mot – en quelque sorte. Nous avons constaté qu'ils ne sont pas si nombreux que ça à répondre aux besoins spécifiques de la région, et nous devons trouver une solution, identifier les obstacles et les surmonter. Nous avons quelques idées à ce sujet que nous avons intégrées dans nos recommandations.

Nous avons également besoin de politiques d'enregistrement assez ouvertes et simples. Dans certains endroits de la région, c'est réellement compliqué de s'enregistrer, ou les obstacles à l'enregistrement sont difficiles à surmonter. Il y a aussi d'autres endroits où il n'est pas possible de payer en ligne les frais d'enregistrement. Imaginez que vous vouliez enregistrer un nom de domaine ou un ccTLD. Vous arrivez à la phase réelle d'enregistrement, vous voulez payer et là, vous devez faire une manipulation spéciale auprès de votre banque ou quelque

chose du genre. Accepter les paiements en ligne facilite la croissance d'un secteur.

On peut toujours parler des frais, mais Ram a dit quelque chose à propos de .in, c'est que le gouvernement a fait baisser le coût des noms de domaine, avec les conséquences que cela a eu sur .in. Nous pensons que cela se produira aussi dans la région LAC. Nous avons des éléments qui vont dans ce sens. Nous savons que certains ccTLD ont baissé leur prix, ce qui a eu des répercussions économiques directes sur ces ccTLD et le nombre d'enregistrements.

Pour en revenir à ce que je disais précédemment, sensibiliser les utilisateurs implique aussi une bonne stratégie marketing. C'est pourquoi nous pensons qu'un marketing efficace a une importance toute particulière dans la région.

Enfin, je voudrais aborder un point technique. Nous aimerions que l'activation des nouveaux enregistrements se fasse plus rapidement. Cela permettrait, dans l'hypothèse où l'on réglerait la question des possibilités de paiement en ligne, de s'enregistrer, de payer et d'utiliser un nom de domaine le plus vite possible. C'est encore un problème dans la région.

Avant de passer aux recommandations spécifiques que nous exposons dans le rapport, je voudrais vous présenter [Sentra],

qui va vous donner le point de vue des Caraïbes. Nous pourrions ensuite parler des enregistrements. Merci [Sentra].

[SENTRA] :

Merci. En ce qui concerne les recommandations, nous avons découvert, comme Stacie l'a dit, que dans les Caraïbes, .com est beaucoup plus populaire que les ccTLD. C'est en partie parce que les gens pensent que .com est moins cher ou donne une meilleure image d'une entreprise. Ça fait plus professionnel ou ça laisse penser que l'entreprise mène ses activités à l'international. On en revient à la question du marketing. Il faut vraiment promouvoir les ccTLD locaux et créer un marché de niche.

On en est déjà aux recommandations ? Est-ce qu'on peut revenir en arrière ? Vous avez sauté des diapos. Si l'on pouvait juste revenir deux diapos en arrière... Voilà, j'étais en train de parler de ça.

En ce qui concerne la redéfinition des [divers] circuits et l'augmentation du nombre de bureaux d'enregistrement accrédités par l'ICANN, on a découvert que des opérateurs de ccTLD pouvaient passer par des bureaux d'enregistrement déjà existants – en raison du système de nouveaux gTLD – mais ces bureaux mettent en avant les nouveaux gTLD plutôt que les

ccTLD, et cela entraîne une nette différence quant aux nouveaux titulaires de nom de domaine.

Voilà ce que j'ai conclu d'après l'échantillon que j'ai interrogé aux Caraïbes. Ce qu'a dit Mark est vrai, notamment en ce qui concerne l'absence de possibilités de paiement en ligne. Pour ça, beaucoup d'opérateurs de ccTLD devraient passer par les États-Unis, ce qui limiterait leur capacité de fonctionnement et leur adaptabilité car cela prendrait plus de temps de récupérer cet argent.

Passons à la suite.

Je trouve cette diapo assez intéressante. On dirait différents cailloux qu'on jette dans l'eau, et chaque onde qui se propage essaye de toucher une autre sans vraiment y arriver. Ces recommandations ont vraiment trait à la manière de créer ce marché de façon à ce que chaque caillou soit un tremplin vers la suite et non pas une étape séparée.

Nous avons une recommandation à ce sujet. Je vous l'explique en résumé, tout le détail se trouve dans le rapport si vous voulez en savoir davantage. En plus, il me semble que le rapport sera publié aussi en espagnol, ce qui en facilitera l'accès. Nous constatons une plus forte communication entre les registres et les bureaux d'enregistrement, ce qui permet de mieux sensibiliser les gens aux questions de croissance. Donc le but est

que les deux parties fassent en sorte que les TLD, notamment les ccTLD, soient plus accessibles aux marchés qu'ils sont censés servir.

Il faut une diversification par le biais de services à valeur ajoutée. Nous avons constaté que si vous créez un marché entier autour d'un TLD, vous ne faites pas que proposer un service particulier, cela contribue à l'ensemble du secteur et pas juste au TLD. Cela permet de soutenir l'entreprise et la marque locale.

C'est l'opposition entre un marché de niche et un marché de masse. J'ai ainsi trouvé l'exemple de .ag. AG est le sigle d'Antigua-et-Barbuda, mais c'est aussi l'équivalent de .com ou .co en allemand. Une bonne partie du marché de niche de ce TLD correspond à des entreprises allemandes. Ce n'est pas un marché local à proprement parler mais il est possible de toucher une certaine partie de la population et de créer votre marque sur cette base.

Nous devons repensons les fondements de cet environnement et la manière dont les TLD s'inscrivent dans cet environnement. Les opérateurs de ccTLD devraient activement s'impliquer dans des stratégies de promotion et de marketing. Ne pas dépendre des registres ou des bureaux d'enregistrement, non seulement pour vous mais aussi pour prendre les devants en ce qui concerne votre stratégie marketing.

Les opérateurs de ccTLD devraient s’assurer que le modèle de registre ou de bureau d’enregistrement leur convient ou s’il est applicable. Certains marchés sont tellement petits qu’il est vraiment difficile de rajouter un niveau avec un modèle de registre ou de bureau d’enregistrement en vue d’atteindre votre marché réel. Donc pour vous faire connaître, passer par un registre local ou le faire vous-même peut être une meilleure option.

Accroître la communication entre les registres... désolé, diapo suivante s’il vous plait.

Les campagnes sur les réseaux sociaux ont permis à certains d’atteindre un bon niveau de croissance et de se faire connaître. C’est [inaudible] pour les plus petits ccTLD en Amérique centrale – je pense que Mark en parlera rapidement – et travailler au sein d’un groupe ou d’un consortium peut permettre d’optimiser [inaudible] les ventes et les ressources marketing. En particulier pour les ccTLD des Caraïbes, nous avons découvert qu’en partageant les connaissances et les compétences techniques, notre unité serait plus forte et offrirait un travail de meilleure qualité.

Mark, je vous rends la parole.

ANDRES PIAZZA : Nous nous sommes beaucoup parlé par téléphone. Je m'appelle Andres. Je suis le directeur de la LACTLD et je voulais revenir sur la remarque de [Sentra] sur la traduction espagnole. Là-bas, il y a [inaudible] le rapport de la LACTLD tous les six mois, et l'un des principaux [inaudible] du rapport de cette année est l'article de Carolina. Carolina est notre consultante au sein de notre consortium. Elle a rédigé un résumé de cinq pages de cette étude [inaudible] également en espagnol, donc ça peut être utile. Je voulais aussi vous remercier pour votre travail.

RODRIGO DE LA PARRA : Je ne crois pas qu'ils aient déjà fini. Nous allons prendre un peu de temps pour les questions-réponses.

ANDRES PIAZZA : Désolé.

MARK : Mais merci pour cette information, je pense que c'est important et je suis heureux que le résumé soit inclus dans la lettre d'information de la LACTLD. Je crois que nous espérons en arriver au moment où vous avez des questions, des commentaires ou des remarques. Je vais terminer en disant que c'était un plaisir de travailler dans cette communauté et d'interagir avec elle. Nous pensons que certaines de nos

recommandations sont réellement applicables, et que l'ICANN et la communauté peuvent travailler ensemble pour faire des changements susceptibles d'améliorer les choses.

Nous savons que le rapport a récemment été soumis à une période de consultation publique. C'est notre travail de prendre les commentaires envoyés à cette occasion, mais aussi ceux qui sont formulés aujourd'hui dans l'espace de la région LAC et ceux que nous avons entendu en République dominicaine, et de les rassembler, d'en faire une version finale que nous donnerons à Rodrigo, qui pourra ensuite la publier. C'est notre objectif. Je vais m'arrêter là pour que d'autres personnes puissent s'exprimer.

VANDA SCARTEZINI : Qui est le premier ? Tony ? Tracy ? Eduardo ?

TRACY HACKSHAW : Bonjour. Je m'appelle Tracy Hachshaw, je représente Trinité-et-Tobago. J'ai une question sur les Caraïbes en ce qui concerne l'infrastructure dans la région pour les services à valeur ajoutée. Il est évident pour moi qu'à un certain moment, les marchés des plus petits ccTLD seront saturés. C'est pourquoi il serait logique de s'intéresser aux services à valeur ajoutée.

Y a-t-il des perspectives ou une recommandation à ce sujet ? Ou est-ce que vous vouliez dire que les plus petits pays, notamment dans les Caraïbes, sont défavorisés en termes d'infrastructure pour pouvoir héberger des sites web ou proposer des services à valeur ajoutée ?

Le plus souvent aux Caraïbes, la plupart des services d'hébergement passent par les Etats-Unis ou un autre pays, donc si vous proposez un service à valeur ajoutée, vous risquez de finir par revendre un service de GoDaddy ou d'une autre entreprise d'hébergement web, ce qui n'est pas compatible avec la croissance du secteur. De ce que j'en sais au vu de mon expérience, je pense qu'il serait bon de chercher à obtenir des avis fiables dans cette région du globe. Comment pouvez-vous développer l'infrastructure du marché qui, j'imagine, finira par entraîner la saturation d'un environnement tournant uniquement autour du DNS ? Merci.

MARK :

C'est une très bonne question et ma réponse ne va pas vous plaire. Tout d'abord, je précise que ce qu'il y a dans le rapport, ce ne sont pas tant des recommandations quant aux services à valeur ajoutée, mais plutôt des exemples venant d'autres pays et régions. Dans un environnement où les infrastructures sont limitées, vous ne choisiriez peut-être pas l'hébergement web

mais plutôt d'autres services. Ce que nous voulions, c'était donner des exemples de ces services.

Comment faire évoluer l'infrastructure et améliorer les structures sous-jacentes, en particulier dans les plus petits pays – par exemple dans la région LAC – ça dépasse ce rapport. Je pense que c'est un vaste problème. Il faut régler la question de l'infrastructure avant celle de la valeur ajoutée.

Mais l'une des choses que nous avons constatées – et je pense que nous sommes tous les deux d'accord – c'est qu'il y a des ccTLD qui fonctionnent comme une entreprise en ne dépendant que d'une seule source de revenus. S'il arrive quelque chose à cette source de revenus, l'activité entière de l'entreprise est alors compromise. C'est pourquoi nous voulions souligner cette situation en invitant les gens à y réfléchir, et à se demander quels sont les services à valeur ajoutée qui marchent dans d'autres endroits du monde.

Donc pour répondre à votre question, nous ne faisons que donner des exemples, je n'ai pas de solution à vous proposer. Je n'ai pas non plus de baguette magique. Donc je n'ai pas de réponse à la question de comment améliorer l'infrastructure.

[SENTRA] : Comme Mark l’a dit, ce n’est pas explicite dans le rapport mais nous donnons des idées quant à la manière d’agir en tant que consortium. Peut-être que les opérateurs de chaque petit ccTLD, en collaborant avec d’autres, pourraient choisir de proposer ces services après avoir signé un protocole d’accord ou quelque chose dans le genre. Je ne pense pas que ce soit impossible mais nous devons trouver des solutions innovantes.

VANDA SCARTEZINI : Merci. Tony, c’est à vous.

TONY : Je peux parler ? Merci. Juste une chose Mark. J’ai pris connaissance de ce rapport à Saint-Domingue, lorsqu’il a été présenté pour la première fois – et vous ne l’avez pas mentionné ici – mais je pense que la région est en difficulté pour ce qui est de développer avec succès les noms de domaine. Est-ce que vous êtes d’accord avec ça ? Je continuerai après. Un oui ou un non suffira.

MARK : Je n’ai le choix qu’entre oui et non. Je ne dirais pas que la région est en difficulté. Je dirais plutôt qu’elle rencontre de vrais défis de façon localisée.

TONY :

Merci. C'est tout ce que je voulais entendre. Bien. Je vais m'exprimer du point de vue d'un registre. La plupart d'entre vous savent qu'eCOMLAT, que je représente, est un registre chargé de .lat. Nous existons depuis un an. Je pense que ça peut être intéressant, étant donné que nous nous intéressons à cette étude du DNS dans la région LAC, que vous sachiez ce qu'on a appris en un an.

Tout d'abord, nous avons compris que malheureusement, le succès n'était pas au rendez-vous. Mais nous tâchons de remédier à ça. Nous aurions peut-être pu le comprendre plus tôt si nous avions saisi ce qu'impliquait notre relation avec les bureaux d'enregistrement. Je pense que tout le monde devrait se rendre compte que le marché des bureaux d'enregistrement présente des particularités. Je ne sais pas si ce mot existe, on dit *peculiaridades* en espagnol.

Bref, le secteur des bureaux d'enregistrement comprend quatre acteurs majeurs. GoDaddy représente 31 % du marché, Enom 8,5 %, Tucows 7,8 % et Network Solutions 6,3 %. Soit 53,6 % de parts de marché réparties en quatre entreprises. Ces entreprises travaillent pour la plupart des revendeurs. Les revendeurs sont des entreprises d'hébergement, des FAI, des développeurs de projets internet, qui revendent des noms de domaine et

représentent une large part des ventes des bureaux d'enregistrement.

Nous sommes un peu devant un dilemme quand on se présente avec un nouveau TLD en Amérique latine. Lorsque nous allons voir ces quatre entreprises, on nous dit d'aller nous faire voir. On leur dit : « OK, vous n'avez pas à résoudre nos problèmes. À nous de nous débrouiller. » Et je le conçois.

Le problème, c'est que si nous lançons une grosse campagne publicitaire pour inciter à acheter .lat, les revendeurs qui reçoivent les demandes de .lat se tournent vers leur bureau d'enregistrement source – comme l'une des quatre entreprises que j'ai citées – et évidemment, ces bureaux ne proposent pas .lat, ce qui fait que les revendeurs se retrouvent dans l'incapacité de le vendre. C'est un facteur – je pense qu'on peut le considérer comme tel – qui peut retarder l'amélioration des ventes ou le déploiement de nouveaux gTLD en Amérique latine.

Ça nous a pris un an de comprendre ça, et ça aurait bien que ce soit expliqué dans le Guide de candidature, par exemple, dans lequel il est marqué que les bureaux d'enregistrement sont le seul canal de vente vers lequel se diriger. Ça aurait été aussi bien qu'on nous dise que les bureaux d'enregistrement n'ont pas l'obligation de proposer notre nom de domaine et d'y réfléchir sérieusement au moment de les contacter.

C'est tout ce que je voulais dire pour le moment.

VANDA SCARTEZINI : Merci. Nous n'avons pas beaucoup de temps donc si vous pouviez être concis. Ricardo ?

RODRIGO DE LA PARRA : Nous avons Ricardo, Eduardo, Pablo et Rubens.

INTERVENANTE NON IDENTIFIÉE : [parle en espagnol]

VANDA SCARTEZINI : Nous devons être concis, aller droit au but. Soyez brefs. Sinon, nous n'aurons pas assez de temps.

RICARDO : Selon l'étude réalisée, presque 60 % des ccTLD n'ont qu'une seule source de revenus provenant des noms de domaine. Cela veut dire qu'ils sont très petits ou qu'ils n'ont presque plus d'argent, comme c'est le cas pour nous. Et si nous ne voulons pas le confier à un bureau d'enregistrement – en Colombie, nous avons un titulaire de nom de domaine et plusieurs bureaux d'enregistrement – alors nous n'avons pas de meilleure option en termes de modèle pour permettre à la région d'accroître le

nombre de gTLD disponibles. J'ai l'impression que les ccTLD sont à un niveau inférieur. Ils ne peuvent pas intervenir sur les marchés. Ils ne peuvent passer au niveau supérieur. Et nous constatons que le marché des ccTLD dans notre pays ne se développe pas.

Autre chose : une recommandation portant sur un ou plusieurs ccTLD dépend beaucoup du gouvernement, et les gouvernements peuvent s'y intéresser ou non. Je fais référence à la recommandation indiquée dans l'étude. Donc je me demande ce que nous devons faire pour que ces recommandations soient pleinement mises en œuvre. Merci.

MARK :

Je vais d'abord répondre à votre deuxième point. L'une des choses que nous pouvons constater dans cette région, c'est qu'il existe une coopération très saine entre les opérateurs de ccTLD afin de partager les bonnes pratiques et convaincre les gouvernements d'appliquer ces bonnes pratiques. Je pense qu'à long terme, cela peut contribuer à changer l'approche des gouvernements quant aux ccTLD, ainsi que les règles et réglementations relatives aux ccTLD. Je ne me fais pas d'illusion, je doute que les opérateurs de ccTLD puissent amener un gouvernement à changer d'avis. Je le conçois. Mais ce que nous voyons dans ce secteur depuis cinq ou six ans, c'est que les

opérateurs de ccTLD rassemblent les bonnes pratiques et s'expriment en disant : « Nous avons besoin de mettre notre ccTLD sur le marché ou nous ne pourrons rien en faire. » Et les gouvernements les écoutent.

Je pense que c'est dû à plusieurs succès dans la région, notamment en Colombie, en Argentine et au Brésil. Nous avons des exemples de ccTLD qui marchent bien, grâce à des mesures prises par le gouvernement, qui ont permis à ce secteur de prospérer.

Il me semble que vous disiez – et je suis tout à fait d'accord – que la situation est bien plus difficile pour les plus petits ccTLD que pour les plus importants. Je pense que ça rejoint ce que disait [Sentra]. Nous estimons – et ça apparaît dans nos recommandations – que la collaboration entre opérateurs de ccTLD en vue de sensibiliser les gouvernements et de leur faire comprendre un peu mieux la ressource que représente un ccTLD a déjà porté ses fruits dans d'autres endroits du monde. Nous pensons que ça pourrait aussi marcher dans les îles et les petits pays de la région LAC.

VANDA SCARTEZINI :

Eduardo ?

EDUARDO SANTOYO : Merci. Je vais m'exprimer en espagnol. Je tiens d'abord à saluer l'initiative de l'ICANN et cette étude très professionnelle. Je crois que c'est une excellente source d'informations utiles pour notre débat sur l'amélioration du marché et de l'infrastructure du DNS dans la région.

Premièrement, j'aimerais attirer votre attention sur l'un des éléments de votre première ou deuxième diapo. La conclusion que le travail à réaliser concerne davantage la demande que l'offre. Ça nous amène à comprendre que bien qu'il existe une infrastructure rudimentaire des services du DNS dans la région, il est quand même possible de générer certaines capacités du côté de la demande afin d'entraîner une meilleure absorption du marché dans son ensemble.

Partant de là, je voudrais préciser qu'au sein de la LACTLD, nous avons utilisé et discuté de ce rapport. Nous avons travaillé en interne sur une analyse rétrospective, et nous pensons que cette étude apporte des éléments importants sur lesquels il faut se pencher. Nous sommes d'accord sur le fait que l'une des stratégies les plus efficaces pour lutter contre le faible taux de croissance serait de lancer un marché de niche plutôt qu'un marché de masse.

Dans le même ordre d'idées, nous pensons que le modèle registre-bureau d'enregistrement pourrait constituer une

solution dans certains cas, mais pas toujours. Il est parfois difficile de demander à un bureau d'enregistrement mondial de s'intéresser à un marché de niche local qui ne l'attire pas assez.

Nous pensons aussi que tout le monde devrait examiner son propre environnement et déterminer, en fonction de ses propres politiques publiques et locales, comment gérer au mieux un modèle de ccTLD.

À cet égard, l'étude offre des idées de discussions qu'il serait bon d'examiner de manière individuelle, au cas par cas.

Mais je le répète, j'aimerais attirer votre attention sur la première ou la deuxième diapo. Nous sommes tout à fait d'accord avec vos conclusions. Nous devons travailler sur la manière de stimuler la demande quant aux services du DNS au lieu de nous concentrer sur l'idée que les ccTLD doivent passer par le marché du DNS. Nous avons des petits bureaux d'enregistrement locaux qui doivent être renforcés et croître. Nous avons un secteur d'hébergement défaillant qui doit se développer. Nous avons un secteur de développement de contenus et d'applications qui est encore petit et qui doit être renforcé. Et nous avons besoin de davantage de demandes spécifiques au niveau local pour stimuler tout ça, adapter tout ça.

Évidemment, nous devons accorder une certaine attention aux ccTLD, mais nous ne devons pas oublier le reste du secteur. Merci.

PABLO RODRIGUEZ : Merci de donner la parole. Pour l'enregistrement, je m'appelle Pablo Rodriguez, je représente le registre chargé de .pr, à Porto Rico. Je voudrais commencer par vous remercier d'avoir pris l'initiative de cette étude qui est plutôt intéressante et met en avant plusieurs éléments importants dans cette région.

J'apprécie aussi le fait que vous remettiez les conclusions de l'étude en perspective. Je voudrais aussi remercier Eduardo Santoyo car il vient de préparer le terrain pour mon commentaire. Comme Tony et lui l'ont dit, nous ne pouvons pas prendre ceci trop à cœur et essayer de croire que nous pouvons apporter une solution qui convienne à tout le monde. La plupart des modèles commerciaux des ccTLD qui fonctionnent bien dépendent de la population. Si nous réfléchissons aux ccTLD qui connaissent un vrai succès, nous avons le Brésil, le Mexique, le Chili, l'Argentine. Qu'est-ce que ces pays ont en commun ? Beaucoup d'habitants.

Maintenant, prenons les îles. Est-ce qu'on peut faire ça ? Nous avons des îles qui comptent 100 000 habitants. Nous en avons d'autres, comme Porto Rico qui en compte 3,6 million et la

tendance est à la baisse. Nous avons une difficulté par rapport à la population. Quel est le pourcentage de la population qui s'intéresse à l'achat d'un nom de domaine ou d'un hébergeur web et à la création d'un emploi ? Il existe des facteurs externes qui ne dépendent pas des opérateurs de ccTLD et que nous ne pouvons pas contrôler. On a la situation économique d'un pays ou la connaissance de ce qu'est un nom de domaine. Est-ce que la population sait comment ça peut influencer ses sources de revenus ? Est-ce que les habitants savent comment ces technologies internet intégrées peuvent les aider en prendre leur destinée en main ?

Je suis d'accord avec vous pour dire qu'en ce qui concerne les ccTLD, il faut en faire davantage. Je précise qu'avant même que cette étude ne soit publiée, nous étions déjà en train d'œuvrer à promouvoir tout ça à Porto Rico. Nous menions un travail de promotion du nom de domaine .pr dans les centres commerciaux et en discutant avec les mères au foyer, en leur demandant : « Est-ce que vous savez qu'il existe un nom de domaine qui vous représente sur Internet ? Est-ce que vous savez que vous pouvez profiter de ce nom de domaine et des technologies internet pour trouver de nouvelles sources de revenus pour vous ? » Ce que je veux dire, c'est qu'on ne peut pas regarder ces conclusions et essayer d'élaborer un modèle

unique. Chaque pays de la région doit trouver la solution qui lui convient car les modèles commerciaux ne s'exportent pas.

Autre chose. Nous nous intéressons à l'hébergement, nous promovons l'hébergement, nous promovons d'autres types de services et nous expliquons à nos collègues comment nous pouvons faire. C'est pourquoi il est important d'aller sur le terrain, d'aider les gens et de leur expliquer ce qu'il est possible de faire. Et c'est exactement ce que nous faisons avec .pr. Merci.

VANDA SCARTEZINI : OK, merci. Rubens ?

RUBENS KUHL : Merci Vanda. J'aimerais m'exprimer en portugais mais je ne vois pas d'interprète portugais, donc je vais parler en anglais.

VANDA SCARTEZINI : C'est un petit pays et il n'y a pas de représentant ici.

RUBENS KUHL : Oui, c'est un très petit pays. La plus grande partie de l'étude a trait à une analyse quantitative mais j'ai remarqué que quelques analyses d'usage avaient été réalisées uniquement pour des gTLD, étant donné que les fichiers zone des gTLD sont accessibles. J'aimerais souligner qu'il existe de nombreuses

entreprises qui mènent des recherches et des analyses statistiques, y compris sur les ccTLD, sans avoir besoin des fichiers zone. Par exemple, au Brésil, nous avons un service d'hébergement. Sans avoir besoin des fichiers zone du registre .br, ce service réussit à couvrir 71 % des domaines parce qu'il utilise d'autres méthodes pour obtenir des informations sur les noms de domaine, comme l'indexation de données, des résolutions DNS spéculatives, etc.

J'ai trouvé qu'à cause de ça, l'étude était plutôt orientée vers une analyse des gTLD en raison de la disponibilité des fichiers zone. Il est possible de corriger ça car il existe des façons de faire même sans disposer des sources primaires d'information. Après tout, le DNS est public. Il est donc possible d'obtenir ces données. Ça aurait été bien que ce soit fait.

Je voulais aussi faire remarquer que nous avons deux idées de modèle commercial opposées. D'un côté, il y a les services à valeur ajoutée, de l'autre, les modèles registre-bureau d'enregistrement. Les bureaux d'enregistrement n'aiment généralement pas que les registres proposent des services à valeur ajoutée car ils estiment que ça leur revient et que les registres devraient se limiter à l'activité du nom de domaine en lui-même. Certaines recommandations ne devraient pas [inaudible]. Il y aurait pu y avoir un avertissement du genre :

« Certaines sont incompatibles entre elles, d'autres pourraient l'être davantage. » Merci.

MARK :

Très très rapidement. Oui, très rapidement. Très rapidement.

Je vais répondre à ça. Nous sommes conscients du problème avec les fichiers zone. Nous avons essayé de présenter d'autres données pour compléter. Nous avons recueilli des gros ensembles de données WHOIS et nous avons essayé d'en tirer des conclusions par rapport au DNS. Nous avons essayé une autre méthode pour trouver ces données.

Si vous jetez un œil à la partie du rapport consacrée à notre méthodologie, vous pourrez juger par vous-même si elle est efficace ou pas. Mais nous avons observé les mêmes choses que vous. Ne pas disposer des fichiers zone pour certains ccTLD implique de trouver un autre moyen de récupérer ces données. Nous avons donc tâché de recueillir beaucoup de données WHOIS pour pouvoir identifier les noms de domaine de la région.

À vous de voir si ça a porté ses fruits ou pas. Pour en revenir sur votre seconde remarque sur l'incompatibilité de certaines recommandations, je vais en reprendre une qui dit clairement que les recommandations ne constituent pas une solution unique applicable à toutes les situations. Nous pensons – et je

suis d'accord avec notre collègue de Porto Rico – que la région LAC est d'une diversité incroyable. Ce qui fonctionne au Brésil ne fonctionnera pas au Honduras. C'est pourquoi nous avons élaboré des recommandations diverses.

RODRIGO DE LA PARRA : Merci beaucoup, Mark. C'est une excellente étude. Beaucoup de défis devront encore être surmontés. La période de consultation publique est encore en cours. Laissez-nous aborder rapidement les initiatives en place pour trouver des solutions, en partie, à ces problèmes ou défis. Je laisse la parole à Nicolás Caballero.

NICOLAS CABALLERO : C'est super de pouvoir parler en espagnol. Merci. Comme l'a dit Rodrigo, l'une des initiatives est en cours d'élaboration, d'où l'image sur la diapositive.

La photo a été prise à Buenos Aires en juin 2015, il me semble. Excusez-moi, je m'appelle Nicolás Caballero. Je travaille pour le Senatics, au Paraguay. Je représente le Paraguay au Comité consultatif gouvernemental.

Je reviens là où j'en étais et je vais vous donner quelques informations. Le monsieur devant à droite qui porte des lunettes, c'est le ministre du Senatics. À gauche, c'est Fadi. Il y a aussi Rodrigo de la Parra, Daniel Fink, Rodrigo Saucedo, toute

l'équipe de l'ICANN. Cette photo a été prise à l'occasion de la signature d'un protocole d'accord entre l'ICANN et le Senatics. C'est un document assez large, assez général.

L'idée de départ était de développer le secteur du DNS au Paraguay et peut-être un peu au-delà. En gros, le protocole d'accord a été signé afin de soutenir le modèle multipartite mondial – nous avons besoin de beaucoup de mots en espagnol pour ce concept donc j'utiliserai plutôt le terme anglais – ainsi que le secteur des noms de domaine au Paraguay, et pourquoi pas dans la région. C'était l'objectif premier de ce document.

Si nous nous penchons sur le Plan stratégique de l'ICANN pour la région LAC, nous voyons que tous les points s'intègrent parfaitement dans nos plans, comme lutter contre les obstacles à la participation des parties prenantes économiques de la région, accroître les initiatives de participation pour les membres de la communauté, mettre sur pied des séminaires web sur le renforcement des capacités, élaborer des stratégies ou des initiatives d'apprentissage en ligne – à ce sujet, notre premier séminaire web à Asunción a été enregistré et sera bientôt disponible – promouvoir les registres de secours, soutenir les registres et les bureaux d'enregistrement, etc. Ce sont des informations publiques de l'ICANN.

Je ne vais pas parler de l'étude, je pense qu'elle a été suffisamment analysée. Donc diapo suivante s'il vous plait.

Nous voyons qu'il existe plusieurs niveaux dans la chaîne de valeur du DNS. Il y a la coordination, la vente en gros, la distribution, la revente et le consommateur. Ensuite, il y a toutes les parties prenantes. Si l'on se concentre sur le niveau des registres, on voit – c'est du moins là-dessus qu'on pensait travailler. Mais ce ne sera pas notre seule initiative car plusieurs autres ont été proposées par la suite.

Ici, nous voyons un index de santé qui comprend des indicateurs pour les gTLD, et nous pouvons voir des facteurs intéressants à l'écran : pourcentage de bureaux d'enregistrement de domaines de premier niveau mondiaux pour la région en décembre 2015, et pourcentage de bureaux d'enregistrement seuls. On constate que la région LAC comprend 17 des 457 bureaux d'enregistrement dans le monde. Si l'on regarde les différentes régions sur la carte du monde, on voit que les plus avantagées sont l'Amérique du Nord, l'Asie, l'Australie et le Pacifique.

Ce n'est qu'un point de référence. Plusieurs niveaux se chevauchent et certains peuvent être zappés ou pas pris en compte. Nous parlions des nouveaux gTLD par région. Au 30 juin 2016, il y en avait 482 en Amérique du Nord, 356 en Europe, 194 entre l'Asie, l'Australie et le Pacifique, et 16 pour l'Amérique

latine et les Caraïbes. Ces chiffres ont peut-être changé légèrement depuis ces quatre ou cinq derniers mois.

Bref, la raison de la signature du protocole d'accord entre l'ICANN et le Paraguay est la suivante. Je vais vous donner un exemple concret. En 23 ou 24 ans d'activité liée aux ccTLD, on compte environ 17 000 noms de domaines. Ce nombre peut être vrai ou faux. On peut l'analyser, en discuter. Avec notre ministre, nous avons pensé avoir deux choix. Soit s'asseoir et pleurer, soit faire quelque chose. Nous nous sommes intéressés à l'Égypte et la NTRA. Cet organisme comprend un Centre d'entrepreneuriat, nous nous sommes donc mis en relation avec Manal Ismail, Fahad et d'autres membres de l'équipe Égypte. Nous voulions copier cette idée, en gardant à l'esprit que le Paraguay n'est pas l'Égypte. Ce pays a le canal de Suez, nous sommes un pays enclavé. Nous rencontrons de réels problèmes de connectivité, etc. Mais je ne vais pas m'attarder sur ce point.

Voici la version 1.0, on y voit les parties prenantes qui étaient là à l'origine du CEILAC. Nous avons un comité consultatif. Les noms sont indiqués sur la diapo. Je vous les lis mais vous pouvez les voir à l'écran. On a Carlos Gutierrez et [Adella], ainsi que d'autres personnes que je ne citerai pas mais qui ont participé. Tout ça est en cours d'élaboration. Ce n'est en aucun cas une liste définitive, on pourra y rajouter des noms.

Quels sont nos principes fondateurs ? Revenons au tout début – copier gauche/droite – proposer des contenus d’apprentissage ouverts, gratuits, accessibles par tous les participants et les membres associés ; enregistrer les sessions de renforcement des capacités ; se concentrer sur les programmes d’apprentissage susceptibles d’être adaptés à n’importe quel plan d’étude dans la région. Nous nous sommes aussi concentrés sur l’évolutivité et le soutien à une adaptation régionale et un ensemble de contenus liés. C’est une sorte de système de franchise libre.

Jusque-là, nous avons des registres, des opérateurs de ccTLD et de gTLD, des bureaux d’enregistrement, des FAI, des fournisseurs de secours, et des professionnels du marketing numériques, de l’élaboration de contenus et des médias. Voilà tous nos participants.

Ça, c’est notre logo, le logo CEILAC, créé par Alex [Daz]. Elle était là il y a une minute. Alex a eu la gentillesse de nous dessiner ce logo, que nous avons adoré. Il y a un souci avec l’acronyme. Le nom espagnol est Centro de Emprendimiento e Internet. Au lieu [d’un « y » ou d’un « de »], on a juste une préposition. Ça ne fait pas une grosse différence. Nous avons lancé un appel à candidatures pour élaborer la première initiative de renforcement des capacités, car nous voulions commencer le travail immédiatement.

Voilà le programme. Aspects commerciaux et juridiques du DNS et activités du DNS. Notre cher Leon Sanchez nous a rejoints, de même que McKailey Nalem de Black [inaudible] Solutions.

Voilà un aperçu des candidatures reçues par pays. La majorité venait du Paraguay, suivi du Brésil. Notre collègue du Costa Rica a dit qu'en prenant le nombre total d'habitants par pays, on pouvait établir des pourcentages. Ça vaut pour tout – taux de pénétration, noms de domaine, etc. – y compris au nombre de candidatures reçues.

On me dit que j'ai encore un peu de temps. Oh, je m'excuse. Porto Rico demande la parole. Toutes mes excuses. C'est vous le collègue de Porto Rico. Excusez-moi. J'ai confondu votre pays. Excusez-moi.

Donc voilà la plupart des aspects juridiques et des candidats par secteur. Nous avons des cabinets d'avocats, suivis par les FAI, puis les opérateurs de ccTLD, etc. Ces informations sont disponibles en ligne.

Ici, nous avons une répartition par genre. Quand j'étais étudiant, on avait 58 hommes pour deux femmes. Les choses se sont un peu améliorées, 66 % contre 33 %. On a également une répartition par secteur.

Vous voyez ici d'autres personnes impliquées dans cette initiative – Sally Costerton, Rodrigo de la Parra et moi-même – le jour de la cérémonie d'inauguration du CEILAC. Vous pouvez voir les étudiants venus de 11 pays d'Amérique latine, ainsi que les étudiants paraguayens, McKailey et Daniel Fink. Il a fait un boulot fantastique avec Leon et McKailey. Je ne sais pas si McKailey est dans la pièce. OK, mais Leon est là par contre. Vous pouvez voir Oscar [Misano]. Sur d'autres photos que je n'ai pas pu inclure pour des raisons de temps, on voit Andres Piazza et d'autres participants qui sont avec nous aujourd'hui.

Comme je l'ai dit, cette initiative est en cours d'élaboration. Toute personne, institution ou entreprise qui souhaite nous rejoindre sera la bienvenue. En fait, nous avons eu plusieurs réunions avec des entreprises et des représentants du secteur privé, ainsi qu'avec d'autres personnes – par exemple en République dominicaine et en Équateur – qui aimeraient reproduire cette initiative. Si l'on pense que notre expérience peut être utile, nous serons plus que ravis de pouvoir apporter notre pierre à l'édifice.

Comme vous le voyez, il y a une nouvelle fois l'image « En cours ».

Enfin, je vous donne notre adresse électronique. Le site est encore en cours de construction et nous avons enregistré un

deuxième nom de domaine, celui-là en dessous, parce qu'il y avait un problème avec CEILAC.lat, je crois qu'il était déjà pris. Nous devons revoir ça. Notre invitation s'adresse à tous. Nous encourageons les personnes, les institutions ou les entreprises qui le souhaitent à nous rejoindre, à collaborer avec nous. Nous avons déjà eu plusieurs réunions. Merci beaucoup de votre attention.

VANDA SCARTEZINI :

Je voudrais remercier toutes les personnes présentes. C'était très intéressant de voir [inaudible], d'écouter Ram et d'avoir des nouvelles du Centre, c'est une très belle expérience. Merci beaucoup. J'aimerais juste que vous accordiez une minute à Olga Cavalli, qui va nous parler de la nouvelle École de la gouvernance de l'Internet.

OLGA CAVALLI :

Merci Vanda. J'ai beaucoup aimé votre présentation Nicolas. Je voudrais juste vous parler de la neuvième École de la gouvernance de l'Internet. Elle aura lieu à Rio de Janeiro, du 3 au 7 avril. Nous avons un site web, voici l'adresse. Il est en espagnol, en anglais et en portugais. Le formulaire en ligne est aussi en espagnol, en anglais et en portugais.

Nous organisons cet événement avec la Fondation Getúlio Vargas, installée à Rio de Janeiro. Nous espérons recevoir beaucoup de candidatures. Comme vous le savez, si vous ne pouvez pas obtenir de bourse, vous pouvez toujours participer à distance. Plein de personnes ont participé à distance à Washington, donc n'hésitez pas à envoyer vos candidatures. Il est possible que nous accordions des bourses à des participants paraguayens. Merci beaucoup de m'avoir laissée faire cette annonce.

VANDA SCARTEZINI : La session est ajournée. Merci.

OLGA CAVALLI : Une dernière chose, en février, nous organiserons un atelier sur la gouvernance de l'Internet en Argentine, avec le soutien du chapitre argentin de l'ISOC. Nous donnerons plus d'informations lors du FGI à Guadalajara.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]